

2° de uitvoering van een arbeidsovereenkomst gesloten met het « Commissariat général aux Relations internationales » (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen) die aanleiding geeft tot een bezoldiging bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1994 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

Art. 3. Er wordt een inhaaltoelage toegekend aan de personeelsleden die, in deze hoedanigheid, een wedde hebben ontvangen gedurende het geheel of een deel van de volgende perioden :

- 1° van 1 juni 1994 tot 31 december 1996, voor het personeel van niveau 1;
- 2° van 1 juli 1993 tot 31 december 1996, voor het personeel van niveau 2;
- 3° van 1 november 1993 tot 31 december 1996, voor het personeel van de niveaus 3 en 4.

Art. 4. Een personeelslid wordt geacht tot een van de in artikel 3 bedoelde niveaus te behoren op grond van zijn toestand op de datum van 1 december 1996 of, bij gebreke daarvan, op de meest nabij gelegen datum.

Art. 5. De inhaaltoelage is gelijk aan een bedrag dat overeenstemt met één percent van de geïndexeerde bruto-maandweden die door het personeelslid werden ontvangen voor elke maand die werd gepresteerd gedurende de in artikel 3 bedoelde verwijzingsperiode.

Art. 6. De inhaaltoelage wordt in de loop van de maand december 1996 in één keer uitbetaald.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1996.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Internationale Betrekkingen zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 2302

[C — 96/27722]

19 DECEMBRE 1996. — Décret-programme portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions relatives aux impôts, taxes et redevances

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 18, § 2, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, les rôles des taxes peuvent être arrêtés et rendus exécutoires jusqu'au 30 mars de l'année qui suit celle de l'imposition.

CHAPITRE II. — Dispositions relatives à l'emploi

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par le décret du 4 novembre 1993, les mots « à l'article 7, § 1^{er}, litteras a, d, e, f et g » sont remplacés par les mots « à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, a à g, ».

Art. 3. L'article 1^{er}, § 2 bis, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, modifié par l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, est complété par les alinéas suivants :

« — pour la Région wallonne, le Gouvernement détermine, selon les modalités qu'il fixe, l'administration chargée de la liquidation des primes visées à l'article 2 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 précité;

— l'alinéa 1^{er} reste d'application aussi longtemps que le Gouvernement wallon n'a pas adopté de disposition contraire. »

CHAPITRE III. — Dispositions relatives à la politique de l'environnement

Art. 4. Au décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 2b, alinéa 1^{er}, les mots « des documents inachevés, des résultats de mesures non interprétés et » sont supprimés;

2° à l'article 2b, alinéa 2, les mots « et provinciales » sont remplacés par les mots « provinciales et les organismes ayant des responsabilités publiques en matière d'environnement et contrôlés par les autorités publiques »;

(1) Session 1996-1997

Documents du Conseil, 203 (1996-1997) n°s 1 à 8.

Compte rendu intégral. Séance publique des 18 et 19 décembre 1996.

Discussion. — Vote.

3° à l'article 2c, alinéa 1^{er}, les mots « les intercommunales et les organismes pararégionaux » sont remplacés par les mots « et les organismes ayant des responsabilités publiques en matière d'environnement et contrôlés par les autorités publiques »;

4° l'article 7, § 2, est abrogé.

Art. 5. Au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 7, § 2, insérer les termes « sur base du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets » entre le terme « déchets » et les termes « sur base »;

2° aux articles 12, 13, 14, 15, 16 et 25 du même décret le terme « décharge » est remplacé par les termes « centre d'enfouissement technique »;

3° aux articles 12, 13, 25 et 35, § 1^{er}, b., du même décret, les mots « du conseil régional wallon du 5 juillet 1985 » sont remplacés par les mots « du 27 juin 1996 »;

4° à l'article 22 du même décret, les mots « 5 juillet 1985 » sont remplacés par les mots « 27 juin 1996 ».

Art. 6. A l'article 76 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le terme « 11 » est remplacé par les termes « 11, § 1er, alinéas 2 et 3, §§ 2 à 6, et § 8 ».

Art. 7. A l'article 17, 1°, du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable, les mots « 5 juillet 1985 » sont remplacés par les mots « 27 juin 1996 ».

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives à la politique des travaux subsidiés

Art. 8. Un § 3, un § 4, un § 5 et un § 6, rédigés comme suit, sont insérés à l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public :

« § 3. Les investissements ayant pour objet l'aménagement actif d'espaces publics peuvent être subventionnés à 100 % dans la cadre de projets-pilotes intégrant des clauses sociales relatives à la formation ou à l'insertion de demandeurs d'emploi.

§ 4. Les investissements ayant pour objectif d'accroître l'impact des travaux subsidiés en matière d'emploi, de développement économique, de lutte contre l'exclusion sociale et d'amélioration du cadre de vie peuvent être subsidiés jusqu'à concurrence de 100 % dans le cadre de projets-pilotes intégrant des clauses sociales relatives à la formation ou à l'insertion de demandeurs d'emploi.

§ 5. A défaut d'intégration des clauses sociales pour la réalisation des travaux visés aux §§ 3 et 4, le subventionnement ne peut excéder un taux de 80 %.

§ 6. Un rapport annuel concernant l'application des §§ 3 à 5 sera joint au programme justificatif du budget de l'année subséquente. »

CHAPITRE V. — Dispositions relatives à la politique du logement

Art. 9. § 1er. Des zones d'initiatives privilégiées sont créées dans le but de permettre l'adaptation ou la création d'aides régionales en fonction de l'implantation géographique des logements concernés par la demande d'aide.

§ 2. Les zones d'initiatives privilégiées sont classées en quatre catégories dont :

1° les zones à forte pression foncière, dénommées « Z.I.P. 1 », qui visent les communes où le prix du terrain à bâtir est plus élevé que la moyenne régionale;

2° les zones de requalification des noyaux d'habitat, dénommées « Z.I.P. 2 », qui concernent les quartiers dont la dégradation progressive entraîne la désertion des lieux par la population;

3° les zones de quartiers d'initiatives où sont menées des politiques intégrées de revitalisation, dénommées « Z.I.P. 3 », qui concernent les quartiers où la composition de la population cumulée à la faible qualité de l'habitat génère des problèmes sociaux;

4° les zones de cités sociales à requalifier, dénommées « Z.I.P. 4 », qui portent sur les cités sociales abritant une population similaire à celle définie dans le cadre de la « Z.I.P. 3 ».

§ 3. Le Gouvernement est chargé de délimiter les zones d'initiatives privilégiées en tenant compte des critères suivants :

1° pour les ZIP 1 : le prix du terrain à bâtir, par rapport à la moyenne régionale;

2° pour les ZIP 2 :

a. la densité de population;

b. la qualité de l'habitat;

3° pour les ZIP 3 :

a. la densité de population;

b. la qualité de l'habitat;

c. le profil socio-économique de la population;

4° pour les ZIP 4 :

a. la densité de population;

b. la qualité de l'habitat;

c. le profil socio-économique des locataires.

Art. 10. Il est inséré un article 46bis dans le Code du logement.

« Article 46bis. Il est créé un Fonds de solidarité destiné à couvrir les sinistres générés par la mise en œuvre de la garantie de la Région, par application de l'article 46.

Les organismes bénéficiant de la garantie de la Région, en vertu de l'article 46 du Code du logement perçoivent, à charge des emprunteurs, une contribution sur les sommes empruntées, qui alimente le Fonds de solidarité.

Le Gouvernement fixe le montant de cette contribution qui ne peut excéder 1 %. »

Art. 11. L'article 46, alinéa 4, du Code du logement est remplacé par :

« Ces prêts augmentés, le cas échéant, du montant des primes accordées par l'Etat, ne peuvent dépasser 110 % de la valeur vénale du bien. »

Art. 12. § 1^{er}. La Région souscrit une assurance contre la perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, en faveur des personnes physiques qui contractent un prêt hypothécaire.

Le prêt hypothécaire doit avoir pour objet :

- 1° de construire ou de faire construire un logement;
- 2° d'acquérir un logement du secteur public;
- 3° d'acquérir un logement existant dans le but de le rénover;
- 4° de procéder à des travaux de rénovation sur un logement dont le demandeur de l'aide est déjà propriétaire.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de l'aide.

A cet effet, le Gouvernement détermine notamment :

- 1° les catégories de personnes bénéficiant de l'aide, en fonction de leur type d'occupation professionnelle;
- 2° le montant minimal des travaux de rénovation;
- 3° les quotités d'intervention de la Région.

Art. 13. A l'article 46, alinéa 2, du Code du logement, les mots « la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite » sont supprimés. La présente disposition entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 14. § 1^{er}. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget, la Région accorde une aide aux organismes publics qui créent des logements moyens, soit en aménageant un ou plusieurs immeubles qu'ils ont acquis à cette fin ou dont ils détiennent les droits réels, soit en construisant un ou plusieurs bâtiments neufs.

L'affectation des immeubles au logement moyen doit être maintenue durant trente ans minimum.

§ 2. L'aide de la Région est accordée sous forme de subvention en capital.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de l'aide.

Art. 15. L'article 74, alinéa 1^{er}, du Code du logement est modifié comme suit :

« Lorsque dans la Région wallonne, la Société régionale wallonne du logement ou l'une de ses sociétés agréées, devient titulaire de droits réels ou exproprie un ou plusieurs ensembles d'habitations ou d'immeubles non affectés au logement, reconnus insalubres améliorables par le Ministre qui a le logement dans ses attributions, en vue de leur transformation ou de leur amélioration, la Région wallonne accorde à cette société une subvention égale à la différence entre, d'une part, le coût de l'acquisition ou de l'expropriation majoré des frais de transformation ou d'amélioration, de démolition et de reconstruction partielle et, d'autre part, la valeur des immeubles telle qu'elle est estimée par le Ministre qui a le logement dans ses attributions, sur avis du receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel les immeubles sont situés. »

CHAPITRE VI. — Dispositions relatives à la politique de l'action sociale

Art. 16. § 1^{er}. Selon les modalités qu'il fixe, le Gouvernement peut agréer des centres de service social chargés de dispenser une aide sociale individualisée aux personnes et aux familles, s'ils satisfont aux conditions minimales suivantes :

1° soit être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif qui a pour unique objet l'accomplissement de la mission visée à l'alinéa 1^{er}, soit être créé par une union nationale ou une mutualité telles que définies par la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;

2° employer à temps plein au moins trois professionnels qualifiés, titulaires du diplôme d'assistant social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou porteurs d'un titre équivalent; deux des trois emplois peuvent toutefois être occupés à temps partiel;

3° la moitié des professionnels qualifiés doivent être titulaires du diplôme d'assistant social;

4° disposer d'un secrétariat central et d'un ou plusieurs bureaux de consultation;

5° assurer une permanence hebdomadaire minimale à raison de dix heures par équivalent temps plein considéré au 2°; la permanence doit être assurée par des professionnels qualifiés au sens du 2°;

6° assurer cette permanence durant quarante-quatre semaines par an au moins;

7° aux endroits où se tiennent les consultations, disposer de l'équipement nécessaire ainsi que d'une salle d'attente séparée;

8° être accessible à chacun, quelle que soit son appartenance idéologique, philosophique ou religieuse, quelle que soit sa nationalité, et sans qu'une affiliation au centre de service social ne soit exigée.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement fixe les modalités de subventionnement des centres. Il peut ainsi leur accorder des subventions destinées à couvrir des frais de rémunération des professionnels qualifiés visés au § 1^{er}, 2°, et des frais de fonctionnement.

Le nombre des professionnels qualifiés pris en considération est fixé dans l'arrêté d'agrément.

Les subventions pour frais de fonctionnement comprennent :

1° une part forfaitaire annuelle par professionnel qualifié, proportionnelle à la durée de ses prestations;

2° une part forfaitaire annuelle de fonctionnement; cette part est doublée pour les centres ne pouvant être considérés comme appartenant à une union nationale ou une mutualité telles que définies par la loi du 6 août 1990 susmentionnée.

§ 3. Les centres sont tenus de :

1° tenir une comptabilité spécifique;

2° informer la Direction générale de l'action sociale et de la santé du Ministère de la Région wallonne de toute modification portée à leurs statuts ou à leur personnel;

3° fournir annuellement un rapport d'activités, un compte de recettes et de dépenses, un budget, toutes pièces permettant de justifier les subsides octroyés;

4° laisser libre accès aux locaux ou aux documents aux fonctionnaires habilités à assurer leur contrôle;

5° afficher à front de rue la raison sociale du centre et l'horaire des permanences.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 86 — 2802

[C - 96/27722]

19. DEZEMBER 1996 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und soziale Maßnahmen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I - Bestimmungen bezüglich der Steuern, Abgaben und Gebühren

Artikel 1 - In Abweichung von Artikel 18 § 2 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, können die Anordnung und die Vollstreckung der Abgabenrollen bis zum 30. März des Jahres nach dem Steuerjahr vorgenommen werden.

KAPITEL II - Bestimmungen bezüglich der Beschäftigung

Art. 2 - In Artikel 2, Absatz 1, 1° des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, in seiner durch das Dekret vom 4. November 1993 abgeänderten Fassung, wird der Wortlaut "in Artikel 7, § 1, a, d, e, f und g" durch den Wortlaut "in Artikel 7, § 1, Absatz 3, a bis g" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 1, § 2bis des Gesetzes vom 1. August 1985 zur Festlegung von sozialen Bestimmungen, in seiner durch den Königlichen Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschusstes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden abgeänderten Fassung, wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

« - für die Wallonische Region bestimmt die Regierung nach den von ihr festgelegten Modalitäten, welche Verwaltung mit der Auszahlung der in Artikel 2 des vorgenannten Königlichen Erlasses Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 erwähnten Prämien beauftragt wird;

- Absatz 1 bleibt in Kraft, solange die Wallonische Regierung keine anderslautende Bestimmung verabschiedet hat. »

KAPITEL III - Bestimmungen bezüglich der Umweltpolitik

Art. 4 - Im Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 2b, Absatz 1 wird der Wortlaut "der noch nicht abgeschlossenen Schriftstücke, der noch nicht ausgewerteten Ergebnisse von Maßnahmen und" gestrichen.

2° in Artikel 2b, Absatz 2 wird der Wortlaut "und provinziellen Verwaltungen" durch den Wortlaut "und provinziellen Verwaltungen und der Einrichtungen, die öffentliche Verantwortlichkeiten in Sachen Umwelt haben und der Kontrolle der öffentlichen Behörden unterworfen sind," ersetzt;

3° in Artikel 2c, Absatz 1 wird der Wortlaut "die Interkommunalen und die halbregionalen Einrichtungen" durch den Wortlaut "und die Einrichtungen, die öffentliche Verantwortlichkeiten in Sachen Umwelt haben und der Kontrolle der öffentlichen Behörden unterworfen sind," ersetzt;

4° Artikel 7, § 2 wird aufgehoben.

(1) Sitzungsperiode 1996-1997

Dokumente des Rates 203 (1996-1997) Nr. 1bis 8

Ausführliches Sitzungsprotokoll. Öffentliche Sitzung vom 18. und 19. Dezember 1996

Diskussion - Abstimmung

Art. 5 - Im Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 7 § 2 wird der Wortlaut "aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle" zwischen das Wort "Abfälle" und das Wort "aufgrund" eingefügt;

2° in Artikel 12, 14, 15 und 16 desselben Dekrets wird je nach Fall vor oder nach dem Wortlaut "Ablagerung" bzw. "abgelagerter", "abgelagerten" oder "abgelagert" der Wortlaut "in ein technisches Vergrabungszentrum" hinzugefügt. In Artikel 13 und 25 desselben Dekrets wird der Wortlaut "eine Deponie" durch den Wortlaut "ein technisches Vergrabungszentrum" ersetzt.

3° in Artikel 12, 13, 25 und 35, § 1, b. desselben Dekrets wird der Wortlaut "des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1985" durch den Wortlaut "vom 27. Juni 1996" ersetzt.

4° in Artikel 22 desselben Dekrets wird der Wortlaut "5. Juli 1985" durch den Wortlaut "27. Juni 1996" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 76 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird der Wortlaut "11" durch den Wortlaut "11, § 1, Absätze 2 und 3, §§ 2 bis 6 und § 8" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 17, 1° des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung wird der Wortlaut "5. Juli 1985" durch den Wortlaut "27. Juni 1996" ersetzt.

KAPITEL IV - Bestimmungen bezüglich der Politik der bezuschuften Arbeiten

Art. 8 - Ein § 3, ein § 4, ein § 5 und ein § 6 mit folgendem Wortlaut werden in Artikel 9 des Dekrets vom 1. Dezember 1988 über die Subventionen, die durch die Wallonische Region für bestimmte gemeinnützige Investitionen gewährt werden, eingefügt:

« § 3. Die Investitionen, die die aktive Planung öffentlicher Anlagen zum Zweck haben, dürfen im Rahmen von Pilotprojekten mit sozialen Klauseln in Sachen Ausbildung oder Eingliederung der Arbeitssuchenden zu 100 % bezuschusst werden.

§ 4. Die Investitionen, die zum Zweck haben, die Wirkung der bezuschuften Arbeiten in Sachen Beschäftigung, wirtschaftliche Entwicklung, Bekämpfung des sozialen Ausschlusses und Verbesserung des Lebensraumes zu erhöhen, dürfen im Rahmen von Pilotprojekten mit sozialen Klauseln in Sachen Ausbildung oder Eingliederung der Arbeitssuchenden bis zu 100 % bezuschusst werden.

§ 5. In Ermangelung der sozialen Klauseln für die Durchführung der in §§ 3 und 4 erwähnten Arbeiten darf die Bezuschußung eine Rate von 80 % nicht überschreiten. »

§ 6. Ein jährlicher Bericht über die Anwendung der §§ 3 bis 5 wird dem Programm zur Rechtsfertigung des Haushaltsplanes des darauffolgenden Jahres beigelegt. »

KAPITEL V - Bestimmungen bezüglich der Wohnpolitik

Art. 9 - § 1. Es werden bevorzugte Initiativgebiete geschaffen, im Hinblick auf die Anpassung oder die Einführung regionaler Beihilfen entsprechend dem geographischen Standort der durch den Beihilfeantrag betroffenen Wohnungen.

§ 2. Die bevorzugten Initiativgebiete werden in vier Kategorien eingeordnet, und zwar:

1° Die "B.I.G. 1" genannten Gebiete mit starkem Baudruck, welche die Gemeinden betreffen, in denen der Preis der Baugelände höher als der regionale Durchschnittspreis ist;

2° Die "B.I.G. 2" genannten Gebiete zur Aufwertung der Wohnkerne, die Wohnviertel betreffen, die wegen deren allmählichen Verfalls von der Bevölkerung verlassen werden;

3° Die "B.I.G. 3" genannten Gebiete von Initiativvierteln, in denen eine integrierte Neubelebungspolitik geführt wird, die Wohnviertel betrifft, wo die Zusammensetzung der Bevölkerung in Verbindung mit der mangelhaften Qualität der Wohnungen soziale Probleme auslöst;

4° Die "B.I.G. 4" genannten aufzuwertenden Gebiete von Sozialsiedlungen, die Sozialsiedlungen mit einer ähnlichen Bevölkerung wie der im Rahmen des "B.I.G. 3" beschriebenen Bevölkerung betreffen.

§ 3. Die Regierung ist damit beauftragt, die bevorzugten Initiativgebiete unter Berücksichtigung der folgenden Kriterien zu bestimmen:

1° für die BIG 1: der Preis der Baugelände im Verhältnis mit dem regionalen Durchschnittspreis;

2° für die BIG 2:

a. die Bevölkerungsdichte;

b. die Qualität der Wohnungen;

3° für die BIG 3:

a. die Bevölkerungsdichte;

b. die Qualität der Wohnungen;

c. das sozialwirtschaftliche Profil der Bevölkerung;

4° für die BIG 4:

a. die Bevölkerungsdichte;

b. die Qualität der Wohnungen;

c. das sozialwirtschaftliche Profil der Mieter.

Art. 10 - Es wird ein Artikel 46bis in das Wohnungsetzbuch eingefügt:

« Art. 46bis - Es wird ein Solidaritätsfonds geschaffen, das zur Deckung der Schadensfälle durch Inanspruchnahme der Bürgerschaft der Region in Anwendung von Artikel 46 bestimmt ist.

Die Einrichtungen, denen die Bürgerschaft der Wallonischen Region aufgrund von Artikel 46 des Wohnungsetzbuches zugebilligt wurde, vereinnahmen zu Lasten der Darlehensempfänger einen Beitrag aus den aufgenommenen Anleihen zwecks Speisung des Solidaritätsfonds.

Die Regierung bestimmt die Höhe dieses Beitrags, der jedoch 1% nicht überschreiten darf. »

Art. 11 - Artikel 46 Absatz 4 des Wohnungsetzbuches wird durch das Folgende ersetzt:

« Diese Darlehen, die ggf. um den Betrag der durch den Staat gewährten Prämien erhöht werden, dürfen 110 % des Verkaufswerts des Gutes nicht überschreiten. »

Art. 12 - § 1. Die Region schließt eine Versicherung gegen Einkommensausfall bei Verlust der Arbeitsstelle oder bei Arbeitsunfähigkeit zugunsten der natürlichen Personen ab, die ein Hypothekendarlehen aufnehmen.

Das Hypothekendarlehen muß zum Zweck haben:

- 1° den Bau oder den Auftrag für den Bau einer Wohnung;
- 2° den Erwerb einer Wohnung des öffentlichen Sektors;
- 3° den Erwerb einer bestehenden Wohnung im Hinblick auf deren Renovierung;
- 4° die Durchführung von Renovierungsarbeiten an einer Wohnung, die der Antragsteller schon besitzt.

§ 2. Die Regierung legt die Modalitäten für die Gewährung der Beihilfe fest.

Zu diesem Zweck bestimmt die Regierung insbesondere:

- 1° die Kategorien von Personen, denen die Beihilfe gewährt wird, ihrer beruflichen Tätigkeitsart entsprechend;
- 2° den Mindestbetrag der Renovierungsarbeiten;
- 3° die Raten der Beihilfe der Region.

Art. 13 - In Artikel 46 Absatz 2 des Wohnungsetzbuches wird der Wortlaut "Allgemeine Spar- und Rentenkasse" gestrichen. Die vorliegende Bestimmung tritt am durch die Regierung bestimmten Tag in Kraft.

Art. 14 - § 1. In den Begrenzungen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan eingetragenen Mittel gewährt die Region eine Beihilfe an die öffentlichen Einrichtungen, die Durchschnittswohnungen schaffen. Die Schaffung dieser Durchschnittswohnungen erfolgt entweder durch Einrichtung eines oder mehrerer Immobilien, die die öffentlichen Einrichtungen zu diesem Zweck erworben haben, oder deren Sachenrechte sie besitzen, oder durch den Bau eines oder mehrerer neuen Gebäude.

Die Zweckbestimmung der Gebäude für Durchschnittswohnungen muß mindestens während dreißig Jahren beibehalten werden.

§ 2. Die Beihilfe der Region wird durch einen Kapitalzuschuß gewährt.

§ 3. Die Modalitäten für die Gewährung der Beihilfe werden durch die Regierung bestimmt.

Art. 15 - Artikel 74, Absatz 1 des Wohnungsetzbuches wird wie folgt abgeändert:

« Wenn in der Wallonischen Region die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) oder eine ihrer anerkannten Gesellschaften Inhaber von Sachenrechten wird oder einen oder mehrere Wohn- bzw. Gebäudekomplexe, die nicht zu Wohnzwecken bestimmt sind und vom Minister des Wohnungswesens als gesundheitsschädlich und verbesserungsfähig anerkannt worden sind, im Hinblick auf ihren Umbau oder ihre Sanierung enteignet, gewährt die Wallonische Region dieser Gesellschaft einen Zuschuß; dieser entspricht der Differenz zwischen den Erwerb- oder Enteignungskosten, zuzüglich der Umbau- oder Sanierungs-, Abbruch- und teilweise Neubaukosten einerseits und dem Immobilienwert andererseits, nach Schätzung des Ministers des Wohnungswesens auf Gutachten des Einnehmers des Einregistrationsamtes, der für das Gebiet zuständig ist, wo die Immobilien gelegen sind. »

KAPITEL VI - Bestimmungen bezüglich der sozialen Politik

Art. 16 - § 1. Nach den von ihr festgelegten Modalitäten kann die Regierung Sozialdienstzentren anerkennen, die mit dem Erweisen einer individualisierten Sozialhilfe für Personen und Familien beauftragt sind, wenn sie folgende Mindestbedingungen erfüllen:

1° entweder die Form einer Vereinigung ohne Erwerbzweck mit der Erfüllung der in Absatz 1 erwähnten Aufgabe als einziger Gesellschaftszweck haben oder durch eine nationale Vereinigung oder eine Krankenkasse im Sinne des Gesetzes vom 6. August 1990 über die Krankenkassen und die nationalen Krankenkassenvereinigungen gegründet worden sein;

2° mindestens drei qualifizierte Fachleute vollzeitig beschäftigen, die Inhaber des Diploms eines Sozialassistenten oder des Diploms eines graduierten sozialen Krankenpflegers oder eines gleichgestellten Diploms sind; zwei der drei Stellen können jedoch Teilzeitarbeitnehmern zugewiesen werden;

3° die Hälfte der qualifizierten Fachleute müssen Inhaber des Diploms eines Sozialassistenten sein;

4° über ein zentrales Sekretariat und ein oder mehrere Beratungsräume verfügen;

5° mindestens einen wöchentlichen Bereitschaftsdienst von 10 Stunden je in Punkt 2° erwähnte Vollzeitbeschäftigung leisten; der Bereitschaftsdienst muß durch qualifizierte Fachleute im Sinne von Punkt 2° gewährleistet werden;

6° diesen Bereitschaftsdienst mindestens vierundvierzig Wochen im Jahr gewährleisten;

7° in den Orten, wo die Sprechstunden stattfinden, über die notwendige Ausrüstung sowie über einen getrennten Wartesaal verfügen;

8° jedem zugänglich sein, ungeachtet der ideologischen, philosophischen oder religiösen Zugehörigkeit, der Staatsangehörigkeit, und ohne daß eine Mitgliedschaft beim Sozialdienstzentrum verlangt wird.

§ 2. In den Begrenzungen der Haushaltsmittel legt die Regierung die Bezuschußungsmodalitäten der Zentren fest. Sie darf nämlich Zuschüsse zur Deckung der Kosten für die Entlohnung der in § 1, Punkt 2° erwähnten qualifizierten Fachleute und für die Funktionskosten gewähren.

Die Anzahl der berücksichtigten Fachleute wird im Zulassungserlaß festgelegt.

Die Zuschüsse für Funktionskosten umfassen:

1° einen jährlichen Pauschalanteil je qualifizierten Fachmann, im Verhältnis zur Dauer seiner Dienstleistungen;

2° einen jährlichen Pauschalanteil für Funktionskosten; für die Zentren, die nicht als Mitglied einer nationalen Vereinigung oder einer Krankenkasse im Sinne des obengenannten Gesetzes vom 6. August 1990 betrachtet werden können, wird dieser Anteil verdoppelt.

§ 3. Die Zentren sind dazu verpflichtet:

- 1° eine spezifische Buchhaltung zu führen;
- 2° die Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens des Ministeriums der Wallonischen Region über jede Abänderung ihrer Statuten oder ihres Personals zu informieren;
- 3° einen Tätigkeitsbericht, eine Einnahmen- und Ausgabenabrechnung, einen Haushaltsplan und jede Belegstücke zur Begründung der gewährten Zuschüsse jährlich vorzulegen;
- 4° einen freien Zugang zu den Räumlichkeiten und Unterlagen für die Beamten, die zu ihrer Kontrolle berechtigt sind, zu gewährleisten;
- 5° den Gesellschaftsnamen und die Sprechstunden des Bereitschaftsdienstes auf der Vorderseite des Gebäudes anzuschlagen.

KAPITEL VII - *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1997 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Dezember 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 2802

(C - 2772)

19 DECEMBER 1996. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de belastingen, taksen en retributies*

Artikel 1. In afwijking van artikel 18, § 2, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest kunnen de belastingkohieren vastgelegd en uitvoerbaar verklaard worden tot 30 maart van het jaar na het aanslagjaar.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de tewerkstelling*

Art. 2. In artikel 2, eerste lid, 1°, van het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de "Office régional de l'Emploi" (Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling), gewijzigd bij het decreet van 4 november 1993, worden de termen "in artikel 7, § 1, litt. a, d, e, f en g" vervangen door de termen "in artikel 7, § 1, derde lid, a tot g".

Art. 3. Artikel 1, § 2bis, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, wordt met de volgende leden aangevuld :

« - voor het Waalse Gewest wijst de Regering, op de door haar vastgestelde wijze, het bestuur aan dat de in artikel 2 van bovenvermeld koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 bedoelde premies zal uitbetalen;

- het eerste lid blijft van toepassing zolang de Waalse Regering geen andersluidende bepaling heeft aangenomen. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende het milieubelcid*

Art. 4. In het decreet van 13 juni 1991 m.b.t. de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 2b, eerste lid, worden de woorden "onvolmaakte documenten, van niet uitgelegde resultaten van metingen en" geschrapt;

(1) *Zitting 1996-1997*

Stukken van de Raad 203 (1996-1997), nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 18 en 19 december 1996.

Bespreking - Stemming.

2° het tweede lid van artikel 2b wordt gewijzigd als volgt : "Wat betreft de informatie in het bezit van de gemeentelijke en provinciale overheden, evenals van de instellingen die openbare bevoegdheden inzake leefmilieu uitoefenen en onder het toezicht van de overheid staan";

3° in artikel 2c, eerste lid, worden de woorden "de intercommunale verenigingen en de pararegionale instellingen" vervangen door de woorden "en de instellingen die openbare bevoegdheden inzake leefmilieu uitoefenen en onder het toezicht van de overheid staan";

4° artikel 7, § 2, wordt opgeheven.

Art. 5. In het decreet van 25 juli 1991 m.b.t. de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 7, § 2, worden de woorden "op basis van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen" tussen de woorden "afvalstoffen" en "op basis" ingevoegd;

2° in artikel 12 worden de woorden "in een centrum voor technische ingraving" na de woorden "het storten van afvalstoffen" toegevoegd; in de artikelen 13 en 25 wordt het woord "stortplaats" vervangen door de woorden "centrum voor technische ingraving" en in de artikelen 14, 15, 16 van hetzelfde decreet worden de woorden "in een centrum voor technische ingraving" telkens vóór het woord "gestorte" ingevoegd;

3° in de artikelen 12, 13, 25 en 35, § 1, b, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985" vervangen door de datum "van 27 juni 1996";

4° in artikel 22 van hetzelfde decreet wordt de datum "5 juli 1985" vervangen door de datum "27 juni 1996".

Art. 6. In artikel 76 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt het nummer "11" vervangen door "11, § 1, tweede en derde leden, §§ 2 à 6 en § 8".

Art. 7. In artikel 17, 1°, van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling wordt de datum "5 juli 1985" vervangen door de datum "27 juni 1996".

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende het beleid inzake gesubsidieerde werken*

Art. 8. In artikel 9 van het decreet van 1 december 1988 betreffende de door het Waalse Gewest toegekende toelagen voor bepaalde investeringen van openbaar nut worden de volgende paragrafen ingevoegd :

« § 3. Investeringsen voor de actieve inrichting van openbare ruimten kunnen tegen 100 % gesubsidieerd worden in het kader van proefprojecten waarin sociale clausules inzake opleiding of integratie van werkzoekenden worden opgenomen.

§ 4. Investeringsen voor een grotere uitwerking van de gesubsidieerde werken inzake tewerkstelling, economische ontwikkeling, bestrijding van de sociale uitsluiting en verbetering van de levenssfeer kunnen tot 100 % gesubsidieerd worden in het kader van proefprojecten waarin sociale clausules inzake opleiding of integratie van werkzoekenden worden opgenomen.

§ 5. Bij gebrek aan sociale clausules voor de uitvoering van de in de §§ 3 en 4 bedoelde werken, mag de subsidiëeringsvoet niet hoger zijn dan 80 %.

§ 6. Bij het verantwoordingsprogramma voor de begroting van het volgende jaar wordt een jaarverslag over de toepassing van de §§ 3 à 5 gevoegd. »

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende het huisvestingsbeleid*

Art. 9. § 1. Er worden bevoorrechte initiatiefgebieden opgericht met het oog op de aanpassing of de invoering van gewestelijke tegemoetkomingen naar gelang van de ligging van de bij de tegemoetkomingsaanvraag betrokken woningen.

§ 2. De bevoorrechte initiatiefgebieden worden in vier categorieën ingedeeld :

1° de gebieden met sterke bebouwingsdruk, "B.I.G.1" genoemd, die betrekking hebben op gemeenten waar de prijs van de bouwgrond hoger is dan het gewestelijke gemiddelde;

2° de gebieden voor de herkwalificatie van woonkernen, "B.I.G.2" genoemd, die betrekking hebben op wijken waar de geleidelijke verloedering tot gevolg heeft dat ze door de bewoners verlaten worden;

3° de gebieden met initiatiefwijken die een geïntegreerd stimuleringsbeleid voeren, "B.I.G.3" genoemd, waar de bevolkingssamenstelling en de precare woonsituatie maatschappelijke problemen met zich meebrengen;

4° de te herkwalificeren gebieden met sociale woonwijken, "B.I.G.4" genoemd, die betrekking hebben op sociale woonwijken met een bevolking gelijkgesteld met de bij de "B.I.G.3" ingedeelde bevolking.

§ 3. De Regering moet de bevoorrechte initiatiefgebieden op grond van volgende maatstaven afbakenen :

1° voor de B.I.G.1 : prijs van de bouwgrond, in vergelijking met het gewestelijke gemiddelde;

2° voor de B.I.G.2 :

a. bevolkingsdichtheid;

b. kwaliteit van de woningen;

3° voor de B.I.G.3 :

a. bevolkingsdichtheid;

b. kwaliteit van de woningen;

c. sociaal-economisch profiel van de bevolking;

4° voor de B.I.G.4 :

a. bevolkingsdichtheid;

b. kwaliteit van de woningen;

c. sociaal-economisch profiel van de huurders.

Art. 10. In de Huisvestingscode wordt een artikel 46bis ingevoegd :

« Art. 46bis. Krachtens artikel 46 wordt een Solidariteitsfonds opgericht om de veroorzaakte schade te dekken door middel van de waarborg van het Waalse Gewest.

De instellingen die krachtens artikel 46 van de Huisvestingscode in aanmerking komen voor de waarborg van het Gewest, heffen ten laste van de leners een bijdrage op de geleende sommen die het Solidariteitsfonds stift.

De Regering bepaalt het bedrag van deze bijdrage die niet hoger mag zijn dan 1 % . »

Art. 11. Artikel 46, vierde lid, van de Huisvestingscode wordt vervangen als volgt :

« Die leningen, in voorkomend geval verhoogd met de som van de door de Staat toegekende premies, mogen niet meer bedragen dan 110 % van de verkoopwaarde van het goed. »

Art. 12. § 1. Voor natuurlijke personen die een hypothecaire lening aangaan, neemt het Gewest een verzekering tegen inkomensverlies wegens werkloosheid of arbeidsonbekwaamheid.

De hypothecaire lening wordt aangegaan om :

- 1° een woning te bouwen of te laten bouwen;
- 2° een woning van de openbare sector aan te kopen;
- 3° een bestaande woning aan te kopen om ze te renoveren;
- 4° renovatiewerken uit te voeren in een woning waarvan de hulpaanvrager reeds eigenaar is.

§ 2. De Regering bepaalt de wijze waarop de tegemoetkoming wordt verleend.

Daartoe moet de Regering volgende elementen vaststellen :

- 1° de categorieën van personen die voor de tegemoetkoming in aanmerking komen naar gelang van hun beroepsbezigheid;
- 2° het minimumbedrag van de renovatiewerken;
- 3° de quotiteit van de tegemoetkomingen van het Gewest.

Art. 13. In artikel 46, tweede lid, van de Huisvestingscode worden de woorden "de Algemene Spaar- en Lijfrentekas" geschrapt. Deze bepaling treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum.

Art. 14. § 1. Binnen de perken van het daartoe op de begroting uitgetrokken krediet verleent het Gewest een tegemoetkoming aan de openbare instellingen die middelgrote woningen oprichten, hetzij door de verbouwing van één of meerdere gebouwen die ze daarvoor verworven hebben of waarop ze zakelijke rechten hebben, hetzij door de bouw van één of meerdere nieuwe gebouwen.

De gebouwen moeten minstens dertig jaar als middelgrote woningen dienen.

§ 2. Het Gewest verleent haar tegemoetkoming in de vorm van een kapitaaltoelage.

§ 3. De Regering bepaalt de wijze waarop de tegemoetkoming wordt verleend.

Art. 15. Artikel 74, eerste lid, van de Huisvestingscode wordt gewijzigd als volgt :

« Wanneer de "Société régionale wallonne du Logement" of één van de door haar erkende maatschappijen in het Waalse Gewest zakelijke rechten verwerft op één of meerdere woningen- of gebouwencomplexen die niet voor huisvesting bestemd zijn en door de Minister van Huisvesting als ongezond en onverbeterbaar beschouwd worden, of wanneer ze tot hun onteigening overgaat, verleent het Waalse Gewest haar een tegemoetkoming met het oog op de verbouwing of de verbetering van die complexen.

Deze tegemoetkoming is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, de aankoop- of onteigeningskosten, verhoogd met de verbouwings- of verbeteringskosten, met de kosten van de sloopwerken en de gedeeltelijke herbouw en, anderzijds, de waarde van de gebouwen, zoals geschat door de Minister van Huisvesting op advies van de ontvanger van de registratie binnen wiens ambtsgebied ze gelegd zijn. »

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende het beleid inzake sociale actie

Art. 16. § 1. Onder de door haar bepaalde voorwaarden kan de Regering haar erkenning verlenen aan Centra voor maatschappelijk werk die ermee belast worden een geïndividualiseerde sociale hulp aan personen en gezinnen te verschaffen, als ze aan de volgende eisen voldoen :

1° hetzij opgericht worden als vennootschap zonder winstoogmerk waarvan het enige doel erin bestaat de in het eerste lid bedoelde opdracht te vervullen, hetzij opgericht worden door een landsbond of een ziekenfonds, zoals omschreven in de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

2° minstens drie geschoolde vakmensen voltijds in dienst nemen, die houder zijn van een diploma van maatschappelijk werker of van gegradueerd maatschappelijk verpleger of van een gelijkwaardig diploma; twee van de drie betrekkingen kunnen echter deeltijdse betrekkingen zijn;

3° de helft van het aantal geschoolde vakmensen moet houder zijn van een diploma van maatschappelijk werker;

4° over een centraal secretariaat en één of meerdere spreekkamers beschikken;

5° een permanentie van minstens tien uur per week verzekeren in het geval van een in 2° bedoelde voltijdse betrekking; de permanentie moet door de in 2° bedoelde geschoolde vakmensen verzekerd worden;

6° de permanentie gedurende minstens vierenveertig weken per jaar verzekeren;

7° over de nodige uitrusting en een afzonderlijke wachtkamer beschikken op de plaatsen waar spreekuur wordt gehouden;

8° voor iedereen toegankelijk zijn, ongeacht de ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging, de nationaliteit, en zonder lid van het centrum voor maatschappelijk werk te moeten zijn.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaalt de Regering de wijze waarop de centra gesubsidieerd worden. Ze kan hen alzo toelagen verlenen om de loonkosten van de in § 1, 2°, bedoelde geschoolde vakmensen en de werkingskosten te dekken.

Het aantal geschoolde vakmensen dat in aanmerking wordt genomen, wordt in het erkenningsbesluit vastgesteld.

De toelagen voor werkingskosten bestaan uit :

- 1° een jaarlijks forfaitair aandeel per geschoolde vakman naar gelang van de duur van zijn dienstverleningen;
2° een jaarlijks forfaitair werkingsaandeel dat verdubbeld wordt voor centra die niet beschouwd kunnen worden als behorend tot een landsbond of een ziekenfonds, zoals omschreven in bovenbedoelde wet van 6 augustus 1990.

§ 3. De centra zijn ertoe gehouden :

- 1° een specifieke boekhouding te voeren;
2° de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest in kennis te stellen van elke wijziging van hun statuten of van hun personeel;
3° jaarlijks een activiteitenrapport, een ontvangst- en uitgavenrekening, een begroting voor te leggen, alsook alle stukken die de toegekende toelagen kunnen rechtvaardigen;
4° vrije toegang tot de lokalen of de documenten te verlenen aan de ambtenaren die gemachtigd zijn om er toezicht op te houden;
5° de benaming van het centrum en de diensturen op de voorgevel aan te plakken.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 96/00623]

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 26 november 1996 zijn de volgende promoties, benoemingen en decoraties verleend :

Leopoldsorde

Commandeur

De heren :

DIELS, Henri, inspecteur-generaal - tweetalig adjunct bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken, met ingang van 15 november 1996.

NYS, Hugo Jan Jozef Albert vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, met ingang van 15 november 1996.

Officier

De heren :

KIESEKOMS, Gustaaf, secretaris van de provincieraad van Vlaams-Brabant, met ingang van 15 november 1994.

OTTE, Emiel Julien, quaestor bij de provincieraad van Oost-Vlaanderen, met ingang van 15 november 1995.

VANDERHAEGHEN, Franciscus Andreas, commissaris van politie te Gent, met ingang van 8 april 1996.

VAN TIGCHELT, Henricus, eerste quaestor van het bureau van de provincieraad van Antwerpen, met ingang van 15 november 1996.

VERHAEGEN, Jozef Evarist Maria, eerste directieraad bij de Vlaamse Raad, met ingang van 15 november 1996.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[C - 96/62300]

Ordres nationaux

Par arrêté royal du 26 novembre 1996 sont accordées les promotions, nominations et décorations suivantes :

Ordre de Léopold

Commandeur

MM. :

DIELS, Henri, inspecteur général adjoint bilingue au Ministère de l'Intérieur, à la date du 15 novembre 1996.

NYS, Hugo Jan Jozef Albert, vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, à la date du 15 novembre 1996.

Officier

MM. :

KIESEKOMS, Gustaaf, secrétaire du conseil provincial du Brabant flamand, à la date du 15 novembre 1994.

OTTE, Emiel Julien, questeur au conseil provincial de Flandre orientale, à la date du 15 novembre 1995.

VANDERHAEGHEN, Franciscus Andreas, commissaire de police à Gand, à la date du 8 avril 1996.

VAN TIGCHELT, Henricus, premier questeur du bureau du conseil provincial d'Anvers, à la date du 15 novembre 1996.

VERHAEGEN, Jozef Evarist Maria, premier conseiller de direction au Conseil flamand, à la date du 15 novembre 1996.